M. Hervé FERON attire l'attention de Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie sur les possibles surcoûts générés par les nouveaux compteurs électriques dits intelligents. En effet, l'association de consommateurs UFC-Que choisir a dévoilé, le 24 septembre dernier, une enquête consacrée aux surcoûts qui seront engendrés, selon elle, par l'installation des nouveaux compteurs électriques Linky qui équiperont quelque 35 millions de foyers. Ils permettent d'échanger des données et des ordres d'intervention à distance, sans qu'un technicien ne soit obligé de se déplacer sur site. 300 000 compteurs ont été mis en place dans deux territoires tests, l'Indre-et-Loire et Lyon, par ERDF, filiale d'EDF en charge du déploiement des compteurs. Selon l'UFC-Que choisir, si les installations sont annoncées comme gratuites, permettant d'économiser de l'énergie grâce à une meilleure information, elles risqueraient pourtant d'engendrer un surcoût pour les consommateurs à hauteur de 724 millions d'euros. Le mécanisme serait le suivant : 55% des consommateurs seraient actuellement mal équipés, c'est-à-dire qu'une partie d'entre eux paieraient un abonnement pour une puissance dont ils n'ont pas besoin tandis que les autres bénéficieraient d'une puissance supérieure à celle à laquelle ils ont souscrit. Le risque afférent à la remise à plat du dispositif résiderait dans un possible déficit de conseil des consommateurs. En effet, ceux qui paient un abonnement pour une puissance dont ils n'ont pas l'usage risquent de devoir s'acquitter du prix de l'intervention nécessaire à la modification de la puissance de leur compteur tandis que ceux bénéficiant d'une puissance supérieure à celle à laquelle ils ont souscrit devraient payer un abonnement plus élevé pour conserver la même puissance électrique. L'UFC-Que choisir prône ainsi la gratuité de la prestation de changement de puissance pendant deux ans ainsi que l'instauration d'une grille tarifaire plus fine que les actuels changements de paliers de 3 kW. Il lui demande donc son appréciation sur cette enquête et sur les mesures proposées par l'association de consommateurs.